

Initiatives ministérielles

tifs provinciaux, parce que, comme il le disait à la Chambre en avril dernier: «Comme dans tous les cas qui impliquent la langue, cette loi pour légitimiser les deux langues officielles de notre pays à un niveau égal était difficile à accepter dans certains coins de notre pays. Il nous a fallu beaucoup de patience et de détermination pour arriver à notre but.» Et il disait ensuite la chose importante qui suit: «Mais nous y sommes arrivés grâce à la tolérance, à la générosité, à la bonne volonté des Canadiens.»

Nous demandons aux Canadiens aujourd'hui de montrer à nouveau le même esprit de tolérance et de générosité et la même bonne volonté devant les défis qui se posent à nous. Nous demandons aux Canadiens d'écarter les préoccupations étroites, de ne pas céder à la tentation des solutions qui divisent les gens. Nous demandons à tous les députés de jouer un rôle actif dans la réalisation de ce consensus renouvelé car, comme le disait mon prédécesseur dans le même discours: «Il faut également que tous ensemble nous nous efforcions de resserrer les liens entre nos deux communautés linguistiques, de favoriser et de faire renaître l'esprit d'harmonie et de tolérance qui font défaut aujourd'hui.»

Je pense qu'en ce 25^e anniversaire de notre drapeau canadien, nous pouvons trouver des parallèles aux frictions linguistiques actuelles. Il n'y a avec moi que deux autres députés qui étaient à la Chambre à cette époque. J'ai participé au débat sur le drapeau, et ce débat était marqué au coin de la dissension et de l'acrimonie.

Aujourd'hui j'ai participé à la célébration de cet anniversaire, organisée par le gouvernement dont le parti avait à l'époque beaucoup de membres qui ont mené l'opposition à notre nouveau drapeau. Mais aujourd'hui tous les partis représentés à la Chambre, et en fait tous les Canadiens, regardent le drapeau avec fierté.

Beaucoup de gens ont cru à l'époque, en raison de l'acrimonie du débat sur le drapeau, que c'est une chose qui ne pourrait jamais se faire. Pourtant, monsieur le Président, cela s'est fait! Cela s'est fait parce que les gens se sont rapprochés, qu'ils ont édifié la compréhension et le consensus. J'espère sincèrement que nous pourrons au Parlement et au pays parvenir au même résultat sur la question du bilinguisme. En tout cas c'est ce qu'il faut faire.

Comme mon prédécesseur le disait il y a une semaine seulement, je suis convaincu que la fragilité potentielle

du Canada c'est la langue, mais que sa force potentielle c'est aussi la langue.

J'invite tous les députés à appuyer cette motion. Que cette journée soit celle où nous misons sur cette force, pour renverser la tendance et bâtir un Canada plus tolérant, plus compatissant et surtout plus fort et plus uni.

Des voix: Bravo!

Le président suppléant (M. Paproski): Avant de donner la parole au député de Yorkton—Melville, en conformité de l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera à l'heure de l'ajournement ce soir, à savoir: le député de Mission—Coquitlam—l'assurance—chômage; le député de Saint-Léonard—la petite entreprise et le député de York-Centre—la justice.

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, avant d'entamer la partie officielle de mes remarques, je voudrais informer le premier ministre et le leader de l'opposition à la Chambre que mon chef aurait bien voulu intervenir aujourd'hui mais elle est retenue ailleurs. Je pense que le gouvernement le savait il y a quelques jours, mais je veux que cela soit bien clair.

Pour commencer, je voudrais dire que nous appuyons la motion dont la Chambre est saisie aujourd'hui. Je l'appuie personnellement ainsi que mon parti qui le fait avec beaucoup de fierté. Nous espérons que cette motion favorisera l'unification de notre pays et cimentera le pays.

Je prends aussi la parole en tant que Canadien de l'Ouest qui n'a jamais hésité à parler en faveur du bilinguisme dans notre pays et de l'égalité de nos deux langues où que j'aille, pas seulement dans ma circonscription, mais en fait partout dans l'Ouest, ou n'importe où au Canada.

Le débat d'aujourd'hui porte sur les droits d'une minorité linguistique. C'est un débat sur la justice et l'équité. C'est un débat sur l'avenir de notre pays.

Notre parti depuis sa fondation, depuis l'époque de la CCF, maintenant le NPD, présente un très imposant bilan de lutte pour l'égalité linguistique dans notre pays.

[Français]

Je sais très bien que le premier ministre est un ami de Robert Cliche, que Robert Cliche était le chef de notre parti au Québec, et Robert Cliche a lutté très fortement pour l'égalité des deux langues ici au Canada, et je suis très fier de sa contribution, non seulement à notre parti